

rique centrale lorsqu'ils ont signé l'accord sur le "Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale";

2. *Fait appel* aux présidents des pays d'Amérique centrale pour qu'ils poursuivent leurs efforts de paix communs en Amérique centrale, en particulier ceux qui visent la création du Parlement centraméricain, afin d'instaurer des conditions propices à la réalisation, dans la région, des objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, et demande à la communauté internationale d'appuyer ces efforts;

3. *Demande instamment* à tous les Etats d'appuyer les efforts de paix, en respectant pleinement les principes de l'autodétermination des peuples et de la non-intervention;

4. *Demande instamment également* à la communauté internationale de faire en sorte que les programmes de coopération technique, économique et financière destinés à la région tiennent compte des besoins et intérêts particuliers de la femme centraméricaine;

5. *Recommande* au Secrétaire général d'inclure dans le plan spécial de coopération pour l'Amérique centrale des activités spécifiques visant à la promotion de la femme dans la région;

6. *Exhorte* les gouvernements des pays d'Amérique centrale et des pays membres du Groupe de Contadora et de son Groupe d'appui à stimuler et à garantir la pleine participation de la femme à tous les niveaux à la recherche de la paix, du pluralisme, de la démocratie et du développement intégral de la région d'Amérique centrale;

7. *Prie instamment* les organisations féminines, nationales et internationales, gouvernementales et non gouvernementales, de participer au processus de paix et de développement de l'Amérique centrale et de l'appuyer activement.

15^e séance plénière
26 mai 1988

1988/21. Mise à jour de l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement eu égard à la détérioration de la condition de la femme dans les pays en développement

Le Conseil économique et social,

Considérant que, conformément à sa résolution 1986/64 du 23 juillet 1986, le Secrétaire général a présenté à la Commission de la condition de la femme, à sa trente-deuxième session, un avant-projet de mise à jour⁴⁰ de l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement,

Tenant compte du fait que les évaluations préliminaires figurant dans cette étude et dans d'autres études établies par des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies font apparaître une détérioration de la condition de la femme dans les pays en développement, qui se traduit par la dégradation des conditions de travail, la réduction des revenus, la régression ou la stagnation des services de santé et un accès diminué à l'éducation,

⁴⁰ E/CN.6/1988/7.

Considérant que cette détérioration, qui est tout à l'inverse de l'amélioration escomptée de la condition de la femme, rend difficile la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix et fait obstacle à l'application efficace des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁴⁰,

Réaffirmant la nécessité d'examiner en profondeur le rôle de la femme dans le développement, en particulier la situation de la femme dans les pays en développement et les problèmes qui s'opposent à sa promotion,

1. *Recommande* que la mise à jour de l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement fasse une large place aux facteurs qui contribuent à la détérioration de la condition de la femme dans les pays en développement, à savoir :

a) La crise économique, notamment le problème du service de la dette extérieure, en raison duquel les conditions de travail ont empiré, particulièrement dans les emplois faiblement rémunérés et dans le secteur non structuré de l'économie;

b) Les effets à long terme de l'incapacité de certains secteurs de l'économie d'absorber comme il conviendrait la main-d'œuvre féminine;

c) La baisse des revenus des femmes, particulièrement dans les régions agricoles;

d) L'écart qui existe manifestement entre hommes et femmes sur le plan des revenus;

e) Les effets à long terme de la baisse du niveau de l'enseignement, de la nutrition et de la santé enregistrée dans un grand nombre de pays en développement en conséquence des politiques d'ajustement structurel;

2. *Recommande également* que, lors de l'élaboration de la mise à jour de l'Etude, le Secrétaire général fasse un effort spécial pour adopter des optiques établissant un équilibre entre les conceptions traditionnelles des politiques d'ajustement structurel et les conceptions plus novatrices qui tiennent compte du coût social pour les femmes de ces ajustements dus, notamment, au service de la dette;

3. *Considère* que la mise à jour de l'Etude devrait porter attention à d'autres politiques de gestion du problème de la dette extérieure des pays en développement, qui pourraient contribuer à éliminer les obstacles actuels à la réalisation des objectifs des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.

15^e séance plénière
26 mai 1988

1988/22. Etablissement d'un système complet de présentation de rapports pour le suivi, l'examen et l'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant l'importance attachée au suivi, à l'examen et à l'évaluation par la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, comme il ressort des Straté-

gies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁴¹,

Ayant à l'esprit les principes directeurs définis dans sa résolution 1987/18 du 26 mai 1987, dont le Secrétaire général a été prié de tenir compte lors de la poursuite de la mise au point et de l'application du système de présentation de rapports pour le suivi, l'examen et l'évaluation des progrès accomplis en ce qui concerne la promotion de la femme.

Rappelant sa résolution 1987/22 du 26 mai 1987, dans laquelle il a décidé d'étendre le mandat de la Commission de la condition de la femme, de sorte qu'il englobe la promotion des objectifs d'égalité, de développement et de paix, ainsi que le suivi de l'application des mesures en faveur de la promotion de la femme et l'examen et l'évaluation des progrès réalisés aux niveaux national, sous-régional, régional, sectoriel et mondial,

Réitérant la demande que l'Assemblée générale a adressée au Secrétaire général dans sa résolution 42/62 du 30 novembre 1987, pour qu'il invite les gouvernements, les organismes des Nations Unies, y compris les commissions régionales et les institutions spécialisées, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, à rendre compte périodiquement au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission, des activités entreprises à tous les niveaux pour appliquer les Stratégies prospectives d'action de Nairobi,

Réaffirmant l'opportunité d'un cycle biennal pour le suivi à l'échelle du système des progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et d'un cycle quinquennal pour l'examen et l'évaluation à plus long terme afin de maintenir le cycle établi par la Conférence mondiale,

Considérant que pour parvenir à un résultat optimal, des activités efficaces de suivi, d'examen et d'évaluation doivent être menées aux niveaux national, régional, sectoriel et international,

Conscient de la nécessité d'éviter d'imposer des obligations en matière de présentation de rapports qui fassent double emploi, compte tenu de la charge que divers systèmes de présentation de rapports font peser sur les Etats Membres, en particulier ceux ayant des ressources limitées, ainsi que des difficultés financières que connaît le système des Nations Unies,

1. *Appuie* le système complet de présentation de rapports pour le suivi, l'examen et l'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, tel qu'il figure dans l'annexe à la présente résolution;

2. *Décide* que ses organes subsidiaires intergouvernementaux, y compris les commissions régionales, devraient suivre, selon que de besoin, l'application de leurs recommandations relatives à la promotion de la femme;

3. *Prie* le Secrétaire général d'inclure les résolutions de ces organes dans le rapport demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/178 du 11 décembre 1987 et les résultats de ce suivi dans son

⁴¹ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A, par. 317 à 321.

rapport bisannuel à la Commission de la condition de la femme sur le suivi des Stratégies prospectives d'action de Nairobi;

4. *Prie également* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à rendre compte au Conseil économique et social, par l'entremise de la Commission, du suivi, de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis à tous les niveaux dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, ainsi qu'il est prévu dans l'annexe à la présente résolution;

5. *Décide* que la Commission devra examiner, les années paires, à partir de 1990, les rapports bisannuels du Secrétaire général sur le suivi, dans l'ensemble du système, des progrès accomplis par les organismes des Nations Unies dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi;

6. *Décide également* que, pour suivre les progrès au niveau national, le Secrétaire général devrait, dans la limite des ressources disponibles, soumettre à la Commission, les années impaires, à partir de 1989, une compilation succincte des indicateurs statistiques disponibles relatifs à l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et présenter un rapport intérimaire sur les statistiques et indicateurs nationaux concernant les femmes;

7. *Prie instamment* les organismes des Nations Unies d'incorporer, dans leurs programmes de travail ordinaires, le suivi, l'examen et l'évaluation, selon que de besoin, de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et de présenter des rapports à ce sujet à leurs organes directeurs;

8. *Décide* que le premier rapport quinquennal sur l'examen et l'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi sera examiné par la Commission à sa trente-quatrième session, en 1990, et que les rapports suivants seront examinés en 1995 et en l'an 2000, de façon à maintenir le cycle quinquennal de présentation de rapports établi pendant la Décennie des Nations Unies pour la femme;

9. *Encourage* les Etats Membres à utiliser les rapports établis à l'intention du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'autres organes internationaux compétents pour l'établissement des rapports quinquennaux sur l'examen et l'évaluation, de façon à minimiser les doubles emplois;

10. *Encourage* l'octroi d'une assistance technique aux mécanismes nationaux visant la promotion de la femme et le partage de l'appui et des experts entre ces mécanismes, notamment ceux des pays en développement, de façon à faciliter la rédaction des rapports nationaux, aux fins de l'examen et de l'évaluation quinquennaux;

11. *Prie* la Commission de faire des recommandations d'orientation pratique aux fins de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, après l'examen et l'évaluation quinquennaux;

12. *Décide* que, après avoir été examinés par la Commission, les rapports sur le suivi, l'examen et l'évaluation devront être communiqués à l'Assemblée générale, de sorte qu'elle soit au courant des pro-

grès accomplis dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

15^e séance plénière
26 mai 1988

ANNEXE

Système complet de présentation de rapports pour le suivi, l'examen et l'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme

I. — SUIVI BIENNAL DES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

1. Le Secrétaire général devrait établir des rapports biennaux sur le suivi de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme par les organismes des Nations Unies, y compris au niveau régional. Ces rapports devraient traiter des trois objectifs liés entre eux et se renforçant mutuellement des Stratégies prospectives d'action de Nairobi : égalité, développement et paix. Chacun de ces objectifs devrait faire l'objet d'un rapport distinct, selon que de besoin.

2. Les rapports devraient comporter un commentaire liminaire portant sur les stratégies fondamentales, les institutions compétentes, les mandats et les programmes d'action utilisés pour favoriser l'accomplissement de chacun des objectifs.

3. Les rapports devraient comporter, pour chacun des objectifs, un compte rendu des mesures prises pour appliquer les stratégies fondamentales de coopération internationale et régionale, telles qu'elles sont énoncées au chapitre V des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

4. Les rapports devraient donner des renseignements précis concernant :

a) Les mesures prises pour assurer l'intégration des Stratégies prospectives d'action de Nairobi dans les programmes des organismes des Nations Unies, y compris les mesures visant à renforcer la coordination institutionnelle et les centres de liaison pour la condition de la femme;

b) Les progrès accomplis par chacun des organismes pour ce qui est d'établir et d'atteindre des objectifs quinquennaux fixes pour chaque classe quant au pourcentage de femmes occupant des postes d'administrateur et des postes de décision, ainsi que l'Assemblée générale l'a demandé.

5. La présentation matérielle des rapports devrait être normalisée.

6. En vue de réduire au minimum les doubles emplois, les rapports biennaux de suivi devraient utiliser les rapports établis à d'autres fins, notamment ceux demandés au titre du sous-programme 5A des révisions qu'il est proposé d'apporter au plan à moyen terme pour 1984-1989⁴², pour le proroger jusqu'à 1990-1991, les rapports biennaux demandés par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/178 du 11 décembre 1987 et les rapports sur l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies également demandés par l'Assemblée générale.

II. — EXAMEN ET ÉVALUATION QUINQUENNAUX

7. L'examen et l'évaluation quinquennaux seront fondés sur les réponses des Etats Membres au questionnaire sur les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, y compris l'évaluation de l'efficacité des méthodes et des programmes mis en application et la description des programmes nouveaux envisagés à l'issue de l'examen et de l'évaluation nationaux.

8. Les rapports nationaux devraient traiter des trois objectifs liés entre eux et se renforçant mutuellement des Stratégies prospectives d'action de Nairobi : égalité, développement et paix. Chacun de ces objectifs devrait être suivi séparément et faire l'objet d'un rapport distinct.

9. Chacun des rapports nationaux devrait comporter un commentaire liminaire portant sur les stratégies fondamentales et les programmes d'action employés pour favoriser l'accomplissement

de chacun des objectifs, ainsi qu'un examen et une évaluation de leur efficacité.

10. Les rapports nationaux devraient comporter, pour chacun des trois objectifs, un compte rendu des mesures prises pour appliquer les stratégies fondamentales de coopération internationale et régionale exposées dans les paragraphes 356 à 365 des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

11. Le questionnaire devrait être simple et direct et suivre le plan des Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

12. Les rapports nationaux devraient comporter une description des mesures prises pour appliquer les normes internationales pertinentes, comme celles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴³, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁴⁴ et des conventions de l'Organisation internationale du Travail.

13. Les organismes non gouvernementaux devraient être invités à présenter des rapports pour l'examen et l'évaluation quinquennaux.

14. Les rapports statistiques bisannuels soumis par le Secrétaire général à la Commission de la condition de la femme aux fins du suivi des progrès réalisés à l'échelon national devraient être présentés sous forme de synthèse et mis à la disposition de la Commission aux fins de l'examen et de l'évaluation quinquennaux.

15. La Commission devrait examiner tous les cinq ans ses conclusions concernant les thèmes prioritaires sur la base d'une compilation des résolutions pertinentes et arrêter les thèmes prioritaires pour la période quinquennale suivante.

16. Les rapports des Etats Membres aux organismes internationaux de supervision compétents, comme le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que l'*Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement* devraient être mis à la disposition de la Commission de la condition de la femme sous forme de synthèse pour qu'elle puisse les examiner au moment où elle procédera à l'examen et à l'évaluation quinquennaux.

17. Les rapports concernant l'évolution de la situation des femmes dans la région de leur compétence que les commissions régionales auront établis comme suite à la résolution 42/178 de l'Assemblée générale devraient être mis à la disposition de la Commission tous les cinq ans, pour l'examen et l'évaluation.

1988/23. Les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1986/22 du 23 mai 1986 concernant les femmes et les enfants vivant sous le régime d'apartheid,

Notant l'inquiétude des femmes du monde entier devant les humiliations et voies de fait continuelles que le régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud fait subir journellement aux femmes et aux enfants africains,

Rappelant que cette préoccupation a été exprimée dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁴⁵, qui contiennent en outre des propositions concernant diverses formes d'assistance à apporter aux femmes et aux enfants qui vivent en Afrique du Sud et aux réfugiés de ce pays,

Considérant que l'exploitation et la spoliation inhumaines des Africains par le régime minoritaire blanc sont directement responsables des conditions effrayantes dans lesquelles vivent les femmes et les enfants africains,

⁴³ Résolution 34/180 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁴ Résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe.

⁴² A/43/6 et Corr.1, chap. 21.